

**Déclaration de
Politique Générale –
Proposition de ticket
2023 – 2024**



Table des matières

Avant-propos	2
Contexte global	2
Vision de l'université	6
Rôle de l'AGL	8
Objectif politiques	8
Communication	8
Infrastructures	10
Qualité du matériel et son actualisation	10
Collaboration avec les BDEs	10
Les bibliothèques	10
Animation et culture	10
Renforcer le bien-être et le moral	10
Garder toujours à l'esprit les lignes directrices de l'AGL	10
Créer, recréer et renforcer les liens	11
La place de l'animation sur le campus	11
Un soutien adapté	11
Transition	12
Soutien aux initiatives étudiantes	12
Formations et animations de fresques	12
Enseignement	12
Recherche et Développement	13
Plan Horizon 600	13
Coopération avec d'autres acteurs	13
Social	13
Ouverture sociétale	14
Inclusivité	14
Commission inclusivité	15
Sensibilisation aux questions de discriminations	15
Concrètement	16
Intégration des Pep's HTM	16
Rendre plus visible le statut	16
Améliorer la tenue des examens	17
L'aide aux étudiants Pep's	17
Enseignement	17
Multisite	18
Favoriser la coopération	18
Trouver des solutions effectives	18

Avant-propos

Par le présent document, nous vous présentons notre Déclaration de Politique Générale pour l'année 2023-2024. Vous y lirez les axes centraux qui guideront nos actions, nos valeurs et la dynamique que nous souhaitons voire appliquée au sein de l'AGL.

Cette déclaration s'inscrit dans la continuité du travail mené par le comité actuel. L'équipe que nous présentons pour la prochaine année académique se voit constituée comme suit :

Adélie Pirlot, *Présidente*

Lucie Nicosia, *Secrétaire Générale*

Aurore Duquesnes, *Vice-présidente Enseignement*

Priscillia Kayoka et Gilles Meurant, *Vice-Président.e.s Sociales*

Alexandru Tudor Boborodea et Sebastian Venmans, *Vice-Président Transition*

Écologique Fiorile Michaux, *Vice-Présidente inclusivité*

Contexte global

L'année 2022-2023 fut marquée par de grands changements structurels, économiques et politiques, non seulement de manière globale, mais également en termes d'enseignement. Au sortir de la crise sanitaire ayant bouleversée nos quotidiens, s'est ajouté une crise économique considérable, accompagnée d'une inflation ayant atteint un taux de près de 10%. A cela s'ajoute, de plus en plus largement, une crise écologique sans précédent. Cette période de crises successives et concomitantes a beaucoup impacté, impacte et impactera encore la vie étudiante et l'enseignement supérieur sous tous ses aspects.

Nous évoluons et évoluerons dans ce contexte, qui guidera donc les dynamiques et les actions futures de l'AGL.

- (1) Avant la crise énergétique, impactant toute la structure économique du pays, un.e étudiant.e sur trois était touché.e par la précarité étudiante. L'augmentation du coût de la vie n'a fait qu'accroître ce chiffre. Nous avons vocation à lutter contre cette précarité et contre les inégalités sociales étudiant.e.s qu'elles impliquent, en nous inscrivant dans la continuité de la campagne de la FEF « c'est la dèche » et dans les objectifs de démocratisation de l'enseignement.

La campagne c'est la dèche de la FEF porte plusieurs revendications que nous aimerions voir appliquées sur les campus de Louvain-la-Neuve, revus en fonction de notre réalité de terrain. En ce sens, nous souhaitons lutter et plaider pour :

- Des restaurants universitaires accessibles, ayant une capacité d'accueil suffisante et aux prix réduits ;
- Des logements en suffisance et à prix abordables ainsi qu'une mise à disposition de logements pour les étudiant.e.s étranger.ère.s ;
- L'élargissement des critères d'octroi et l'augmentation du montant des bourses

étudiantes ;

- Des transports en communs en suffisance et au prix de 12 euros pour tout.e.s les étudiant.e.s ;

- Des locaux en suffisance, ouverts et chauffés durant l'hiver, ainsi que l'interdiction du recours au distanciel à l'occasion de potentielle crise future.

(2) La question des précarités est large et va bien au-delà de la communauté étudiante. Le système d'enveloppe fermé est un frein au développement de l'université et de ces services, autant en termes d'enseignement qu'en termes de services de logements, d'aide sociale, de soutien aux étudiants, d'application des réformes, etc. Ce sous

financement se fait d'autant plus ressentir en cette période de crise, et tous les services publics en souffrent. C'est à cause de ces logiques que des secteurs, pourtant essentiels, ont dû traverser et traversent encore des situations de détresse psychologique, organisationnelle et humaine. Comme l'a fait le précédent comité, nous souhaitons continuer à nous mobiliser aux côtés des syndicats, des travailleur.euses et des acteurs.trices des services publics pour forcer nos gouvernements à trouver des solutions et à revoir leur système de financement.

(3) La démocratisation de l'enseignement supérieur vise plusieurs objectifs dans lesquels nos actions vont s'inscrire, dont la diminution du coût interne des études (minerval, support de cours, etc.) et externes aux études (transports, logements, nourriture), ainsi que la garantie de son accessibilité au plus grand nombre.

(4) Durant la crise sanitaire, de nouveaux modèles d'enseignement et de pédagogie se sont développés afin de garantir une pérennité de l'enseignement dans un contexte de confinements successifs. Les universités ont beaucoup eu recours à la numérisation et aux outils informatiques. Nous souhaitons garder une veille sur l'emploi de ces outils, afin qu'ils restent des outils bénéfiques au développement d'un enseignement de qualité accessible à tous.te.s, et non pas un substitut au modèle d'enseignement post-covid.

(5) Il y a quelques années, l'AGL occupait les halles universitaires pour lutter contre l'augmentation du prix du minerval des étudiant.e.s étranger.ère.s. Depuis, une succession de réformes, de loi et de réglementation leur rendent l'accès aux études de plus en plus difficile en raison de conditions de plus en plus contraignantes. Les étudiant.e.s hors Union Européenne sont d'autant plus touché.e.s par ces mesures restrictives. Nous luttons pour un enseignement accessible et dépourvu d'inégalité pour tous.te.s [en ce compris aux étudiant.e.s étranger.ère.s, inter et hors UE] qui soit cadré par des lois qui leur garantissent de bonnes conditions d'inscriptions, d'obtention des droits et permis de séjour ainsi qu'une qualité de vie sur le territoire viable et vivable.

(6) Les cas d'agressions, de harcèlement et de violences sexistes et sexuelles restent un fléau dans nos sociétés. La population étudiante n'en est pas moins victime. Un.e étudiant.e.s sur cinq à déjà été confronté.e.s, durant son parcours universitaire, à des violences sexistes et sexuelles. Face à ce fléau et à l'actualité brûlante concernant ces cas d'agressions, nous nous devons d'agir. En 2022, l'UCLouvain a mis en place le « plan respect » comprenant plusieurs mesures de lutte contre ces violences dont un comité d'analyse des mesures prises qui aura,

entre autres, la tâche de tirer le bilan du dispositif Together. Le comité de 2022-2023 a entamé un large travail sur ces questions au travers de différentes commissions et groupes de travail regroupant un maximum d'acteur.rice.s concerné.e.s par ces questions sur le campus de Louvain-la-Neuve. L'AGL a également, au travers d'une note de position votée en conseil, positionnée sur la gestion de cette problématique en son sein. Nous assurerons la continuité de ce travail interne et externe à l'AGL afin de lutter contre les violences sexistes et sexuelles au sein de la population étudiant.e.s, et de toute celle gravitant autour de l'université.

- (7) Les étudiant.e.s sexisé.e.s ne sont pas les seul.e.s étudiant.e.s victimes de discriminations. Les étudiant.e.s étranger.ère.s, LGBTQIAP+, atteint.e.s d'un handicap, racisé.e.s, religieux.se.s, etc. sont encore confronté.e.s à des situations discriminatoires, venant de leurs pairs, de leurs professeur.e.s, des services de l'UCLouvain, etc. Nous tenterons de lutter, d'un point de vue institutionnel et sur le terrain, contre ces discriminations. Nous continuerons également le travail de sensibilisation porté par la commission inclusivité du comité de l'année 2022-2023.
- (8) Alors que la crise sanitaire a mis en exergue les défaillances et les manques de notre système de santé publique, l'accès aux études de médecine se voit de plus en plus restreint par de nombreuses barrières à l'entrée. À partir de la rentrée 2023, l'examen d'entrée de médecine sera remplacé par un concours. L'accès aux études de soins dentaires sera sujet au même type de concours. Lors du deuxième quadrimestre de l'année 2022-2023, l'Université de Mons demandait un master de médecine, qui ne leur a été accordé que sous la menace d'une chute de la coalition gouvernementale. Les mesures prises par les autorités publiques et les universités et leurs positions concernant l'accès aux études de soins de santé nous semblent être en total déphasage face à la réalité de terrain. Nous soutenons fermement toutes les demandes d'habilitation de Master en science médicale et en science dentaire, pour une augmentation du nombre de numéros INAMI et pour la suppression de barrière à l'entrée de ces cursus.
- (9) Depuis plusieurs années, tous les indicateurs climatiques sont en alerte. Nous ne pouvons continuer à nier l'urgence de la crise climatique, et à agir comme si cette réalité restait lointaine. Nous sommes convaincus que l'université, en tant qu'actrice de la société, formatrice des savoirs de demain et étape cruciale dans la vie d'un.e étudiant.e.s, se doit d'agir en faveur de la transition. Pour arriver à cette fin, nous entrevoyons diverses solutions, notamment l'accélération de la transition sur ses campus, l'ouverture d'une UE portant sur les questions de développement durable dans tous les cursus, l'ouverture et la formation aux enjeux de la crise climatique et le soutien et la mise en place de projet ambitieux. L'université en tant qu'actrice de la société et formatrice. La lutte contre la crise climatique ne peut avoir lieu sans prendre en compte les questions de justices sociales et migratoires. C'est en rendant le monde dans lequel nous évoluons plus juste qu'il sera véritablement possible de lutter contre le réchauffement global. C'est en partie pour ces raisons que nous collaborons avec et soutiendrons toute campagne de lutte contre les inégalités sociales, toutes les formes d'oppressions et de discriminations.
- (10) Durant son mandat, la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Glatigny et son cabinet ont porté de nombreuses réformes et projets de réformes propulsant l'enseignement supérieur vers un modèle d'enseignement qui nous semble de plus en plus élitiste,

méritocratique et mercantile laissant sur le carreau de nombreux profils étudiants, en ce compris les étudiant.e.s étranger.ère.s, les étudiant.e.s jobistes, les étudiant.e.s précaires, les étudiant.e.s en détresse psychologique, etc. Pour toute modification de l'organisation et de la structure de l'enseignement supérieur, nous nous positionnons en garant des droits et intérêts des étudiant.e.s, comme prévu par le principe de démocratisation de l'enseignement supérieur.

(11) En septembre 2022 est entré en application la réforme du décret paysage, bouleversant l'organisation et la structure des études supérieures, des cursus, des modalités et des droits en matière d'inscriptions, d'accessibilité et de finançabilité, etc. Nous nous positionnons contre les principes fondamentaux de cette réforme, et souhaitons garantir une information complète et qualitative auprès des étudiant.e.s de l'UCLouvain sur les implications de cette réforme et sur son impact sur leur parcours, une veille sur les impacts de cette réforme sur les étudiant.e.s et sur le système d'enseignement, et maintenons un discours et une position de désaccord avec celle-ci.

(12) Dans le courant des mois de janvier/février 2022 nous est parvenu une proposition de réforme du calendrier académique de l'enseignement supérieur. La majorité des corps s'étant positionnée en défaveur de cette proposition, elle n'est finalement pas entrée en vigueur. Cependant, nous considérons qu'une réforme est nécessaire pour autant qu'elle soit accompagnée d'une réflexion pédagogique profonde ainsi que du financement qu'elle nécessiterait.

(13) La réforme des formations initiales des étudiant.e.s entrera en application dès la rentrée de 2023. Cette réforme s'accompagne indéniablement de changements structureaux et organisationnels, et impactera l'organisation de l'enseignement supérieur. Nous entamerons, dès notre entrée en fonction, un travail institutionnel et de terrain d'encadrement de la mise en place de cette réforme, afin qu'elles bénéficient au maximum aux étudiant.e.s.

Pour toutes ces questions, un relai communautaire nous semble important, voire essentiel. Nous considérons donc important de perpétuer notre travail au côté de la Fédération des Etudiant.e.s Francophone (qui est notre organe de représentation communautaire). Une affiliation à la FEF nous permet d'être entendu par la ministre et par les instances communautaires, de coordonner notre travail et nos luttes avec les autres conseils étudiants, d'être informé de ce qu'il se passe dans les instances communautaires, etc. Pour ces raisons, nous jugeons qu'une affiliation à la FEF est primordiale.

(14) Le 14 septembre 2023, la fusion avec Saint-Louis sera officielle. Nous devons, dans ce contexte, porter un travail de coordination avec les conseils et représentant.e.s des différent.e.s sites de l'UCLouvain. Notre principale préoccupation est le respect des grandes lignes définissant la fusion dont, par exemple, l'alignement des acquis sociaux de l'UCLouvain et de St-Louis. Nous procéderons également à une série d'amendements de nos statuts afin d'inclure la représentation étudiantes du site de St-Louis dans l'organisation de l'AGL.

(15) L'année 2023-2024 sera marquée par un changement du paysage politique, avec les élections fédérales, ainsi que les élections rectorales. Au niveau fédéral, nous souhaitons faire entendre nos revendications et les inscrire dans les accords de gouvernement de la prochaine législature. Nous tenterons d'y faire paraître les besoins et les droits des étudiant.e.s. Nous nous

positionnons également contre la désignation d'un.e ministre de l'Enseignement supérieur qui s'inscrirait dans la continuité politique des projets Valérie Glatigny qui ont mis à mal l'enseignement supérieur et les droits et intérêts des étudiant.e.s . Nous voulons que l'enseignement supérieur soit représenté par un.e ministre qui considère les droits et revendications des étudiant.e.s, et lutterons en ce sens. D'ici à la fin de son mandat, nous gardons une veille sur une potentielle réouverture du décret participation, qui selon nous, représenterait un risque pour la représentation étudiante.

En ce qui concerne les élections rectorales, nous soutiendrons le ou la candidate portant les valeurs et une vision de l'enseignement supérieur au plus proche de celles que nous portons à l'AGL.

Tant au niveau fédéral, communautaire qu'universitaire, nos revendications portent sur la lutte et la prise en charge des VSS, des aides sociales structurelles pour les étudiant.e.s boursier.e.s, la préservation des acquis sociaux des étudiant.e.s, la veille du bien-être étudiant.e.s, l'inclusion des populations étudiant.e.s subissant des discriminations, le respect des droits et l'accessibilité des études aux étudiant étranger.ère.s, et, de façon générale, la démocratisation de l'enseignement supérieur.

Vision de l'université

Il est important d'aborder dans cette déclaration de politique générale la vision globale que nous portons sur l'université que nous souhaitons voir évoluer.

L'université constitue aujourd'hui un acteur essentiel dans le développement de nos sociétés étant donné l'importance que cette dernière lui accorde. Dans cette perspective, nous considérons qu'il est crucial que son engagement soit à la hauteur des enjeux de notre monde.

L'université, pour répondre aux défis de la construction de notre société doit être un lieu d'apprentissage et d'émancipation accessibles à tou.tes dans lequel les étudiant.es peuvent acquérir un sens critique aborder ces défis avec une vision systémique pour devenir des citoyen·nes capable de reconstruire le monde de demain.

Pour nous aider dans notre tâche de représentant.es étudiant, nous nous appuyerons forcément sur les notes de positions de l'AGL ainsi que sur le savoir théorique et de terrain des ancien·nes.

Pour ce qui est de la construction de notre vision d'une université idéale, nous nous basons notamment sur la note Arlequ'2 rédigée au cours de l'année 2015-2016 pour le refinancement de l'enseignement supérieur. Cette note établit entre autres 4 piliers fondamentaux à mobiliser pour atteindre deux finalités : la démocratisation et l'émancipation de l'enseignement supérieur. A savoir :

1. Un enseignement public, lancé à la hauteur de ses besoins et organisé par l'État.

Il s'agit du garant de l'intérêt général que doit rechercher

l'enseignement.

2. Un enseignement gratuit.

La réduction du coût des études est une étape indispensable à la réduction des barrières économiques dans l'enseignement. Elle est aussi nécessaire au développement d'une vision des études basée sur le plaisir d'apprendre et non sur une logique de retour direct sur investissement. L'AGL recherche donc la diminution des coûts directs comme indirects des études afin d'atteindre la gratuité.

3. Un enseignement de qualité pour tous.

Pour remplir ses missions, l'enseignement doit être doté des moyens nécessaires, en termes d'infrastructure comme d'encadrement. Cette qualité consiste notamment en la mise en place de moyens dédiés à la réussite de chacun.e pour lutter contre les inégalités de capital culturel, ainsi qu'à la mise en place de pédagogies participatives.

Le développement d'une connaissance critique du savoir et de la société est une condition nécessaire à l'émancipation des étudiants. Celle-ci se développe au moyen de l'interdisciplinarité et des approches réflexives dans les cursus. Une fois détenteurs de cette connaissance critique, les étudiants doivent pouvoir disposer de moyens et de temps pour devenir des citoyens engagés en société.

4. Un enseignement accessible à tous.tes.

Ce qui implique la suppression des barrières de type académiques, qu'elles soient contraignantes ou non, comme les tests ou les examens d'entrée. Celles-ci confortent les inégalités présentes dans l'enseignement secondaire et nient la capacité de l'étudiant à se développer durant sa première année. En outre, elles introduisent des critères qui ne sont pas intrinsèques au savoir étudié, ayant pour effet de biaiser le choix des études. Un enseignement accessible à tous implique également l'établissement d'une offre d'enseignement de proximité.

En bref, nous nous engageons pour un enseignement réinventé et engagé dans les causes qui animent le monde. Nous nous engageons pour un enseignement accessible à tous.tes mais qui offre surtout les mêmes chances à tous.tes.

Rôle de l'AGL

La représentation étudiante est une construction sur deux jambes.

-La première est son rôle de défense des droits étudiants dans les instances de décisions, universitaire et communautaire. Il s'agit là du travail plus institutionnel de l'AGL.

Page | 9

-La seconde est sa place sur le terrain, en lien avec les acteur·rices et les étudiant·e.s directement.

Pour la défense de ces droits et pour permettre de nouvelles victoires, il faut que cette construction tienne debout et donc repose sur ses deux jambes.

Pour que cette construction reste stable, il faut également que ces membres s'y sentent bien et souhaite s'y engager sereinement. Nous souhaitons donc installer un environnement de travail bienveillant, convivial, à l'écoute des besoins de chacun·e, pédagogique, familial et fun !

On souhaite tout comme l'année dernière maintenir un dispositif clair permettant d'apporter des réponses adéquates, efficaces et rapides à divers problèmes (communication, manque d'informations...) possibles au sein de l'AGL même.

Nous nous informerons également continuellement sur les dossiers qui sont déjà sur la table de l'enseignement supérieur ou qui arriveront prochainement.

Nous avons également pour objectif de travailler avec les différents collectifs et relais présents sur les campus (BDE's, KAPs, cercles, régionales, assoc') dans cette optique de contact de terrain.

Finalement, pour nous, l'AGL peut aussi être l'un des premiers espaces d'engagement pour bon nombre d'étudiant·es. Un espace de militance, de formation et de rencontres pour mieux comprendre les enjeux de l'enseignement supérieur et de notre société.

Objectif politiques

Nous vous présentons dans cette section les grands objectifs politiques que nous nous fixons pour l'année 2023-2024. Ceux-ci guideront notre travail, nos actions et nos plans syndicaux

Communication

La communication est un enjeu majeur pour la représentation étudiante. Il est essentiel que

les représentant.e.s élu.e.s entretiennent un lien direct avec l'ensemble de la communauté étudiante. Mais pas que, nous avons pu comprendre suite à des discussions avec les étudiant.e.s que l'AGL, ces dernières années, avait pu être discréditée. Nous pourrions utiliser la communication afin de mettre en lumière les différents moments clés à l'AGL, le travail fourni par chacun des ses membres et les victoires engendrées par celle-ci.

Pour commencer, nous souhaitons mettre un point particulier à la visibilité de l'AGL. En effet, encore à l'heure actuelle, beaucoup d'étudiant-es n'ont pas d'idées précises de ce qu'est l'AGL et de son rôle au sein de l'université. Pour y remédier, nous voudrions travailler sur le meilleur moyen de faire connaître l'AGL, son fonctionnement et ses possibilités d'implication. L'idée

Page | 10

serait, dans un premier temps, d'effectuer un travail de vulgarisation et d'information ponctuelle par des postes sur différents réseaux sociaux qui permettrait de donner aux étudiant-es des informations simplifiées concernant le but et les valeurs de l'AGL. Cela permettrait de « motiver » ces derniers à s'y intéresser davantage et pourquoi pas, dans un second temps, s'y impliquer. Pour permettre une telle visibilité, il nous semble primordial de nous mettre au goût du jour et de diversifier nos réseaux de communication que ce soit via les réseaux sociaux ou le contact direct. En ce qui concerne les réseaux sociaux, nous pensons principalement à Facebook et Instagram où nous pourrions publier diverses informations que ce soit des courtes vidéos, des photos, des sondages etc. De plus, nous trouvons important de nous mettre à la pointe de la technologie et d'utiliser d'autres réseaux sociaux tels que TikTok, Twitch... Le but est avant tout d'attirer les étudiant-es avec du contenu diversifié et attractif.

Concernant le contact direct avec les étudiant-es, nous souhaitons renforcer la présence des représentant-es dans les auditoriums, dans la rue, lors d'événements (avec approbation préalable du conseil) etc. Également sur le terrain, nous estimons qu'il est important d'assurer la couverture médiatique des événements de l'AGL. Photos, vidéos et stories nous permettront d'assurer à nos différents réseaux sociaux un contenu de qualité et une visibilité accrue du travail quotidien de l'AGL. Nous pensons également qu'organiser nous-même des événements plus « festifs » pourraient être un bon moyen de communication qui permettrait de toucher une plus grande partie de nos guindailleuses Louvanistes.

Ensuite, nous avons pu observer que la collaboration entre l'AGL et les BDE's avait porté ses fruits. Nous souhaitons encore plus renforcer ce lien. En effet, étant directement en contact avec les étudiant-es, les BDE's pourront nous relayer différentes informations qui pourraient nous être communiquées plus difficilement.

Enfin, nous avons l'intention de fournir un regard étudiant par rapport à l'actualité, notamment celle qui impacte directement la vie étudiante. On a pu observer que la Savate n'a pas fait beaucoup de bruit chez les étudiants, c'est pourquoi pour pouvoir un moyen de communication indirect avec les étudiants, nous avons pensé à nous calquer sur les revues des différentes facs tels que le tracteur ou le psyrou.

La communication sera donc le reflet du travail de l'AGL. Cette dernière permettra aux

étudiant-es de se rendre compte directement de l'implication de leurs représentant-es au sein de l'organisme.

Infrastructures

Les infrastructures sont un élément essentiel pour le confort et la qualité des études, il est donc nécessaire de s'intéresser à ceux mis à disposition par l'UCLouvain.

Qualité du matériel et son actualisation

Nous estimons qu'il est nécessaire de veiller à la qualité du matériel et à son actualisation au sein des auditoriums.

En plus de cela, nous voulons que le confort dans les auditoriums soit amélioré afin que chaque étudiant et étudiante puisse suivre son cours de la manière qui lui convient le mieux.

Il est aussi urgent que les fontaines soient réparées, et que de nouvelles soient installées. Il en va de même pour les prises dans les auditoriums et dans les bibliothèques qui sont quasi inexistantes, ce qui n'est vraiment pas pratique.

Collaboration avec les BDEs

Nous voulons mettre en place une collaboration avec les BDE pour rendre compte de l'état des auditoriums, ainsi qu'avec les instances compétentes pour agir. Tous les BDE seront invités à remonter à l'AGL les problèmes matériels auxquels ils font face dans leurs auditoriums. L'AGL dressera un bilan des infrastructures, et proposera des solutions pour remédier aux problèmes soulevés (défense auprès des organes responsables, renvoi des BDE vers leurs instances facultaires, contacts avec les secteurs...).

Les bibliothèques

En plus d'augmenter les prises dans les bibliothèques, nous voulons élargir les heures d'ouvertures afin de les rendre plus attractives et plus utiles pour les étudiants.

Animation et culture

Renforcer le bien-être et le moral

Toujours dans ce contexte d'après covid, il y a encore le besoin et la nécessité de la présence de la culture pour le bien-être et le moral des étudiant-es.

En effet, la culture est l'un des piliers essentiels de la vie en communauté. Et c'est au travers des manifestations de type événementiel qu'il nous est possible de faire se rencontrer et de réunir un grand nombre de personnes et donc de pouvoir répondre en pratique à ce besoin humain de rassemblement qu'éprouve chacun-e d'entre nous. C'est la raison pour laquelle nous considérerons l'événementiel comme outil d'application direct pour nous permettre d'une part de participer à l'augmentation du bien être moral des étudiant-es mais également permettre de les sensibiliser à leurs rôles dans les enjeux du monde de demain.

Garder toujours à l'esprit les lignes directrices de l'AGL

D'autre part, bien que nous souhaitions collaborer le plus souvent avec les collectifs

d'animation sur les différents campus, nous ne sommes pas une organisation folklorique ou événementielle à proprement dite. Nos événements poursuivent souvent un but de rencontres, de formations, ... C'est la raison pour laquelle il nous semble essentiel que les événements que nous organisons soient cohérents avec les lignes directrices définissant l'AGL.

Créer, recréer et renforcer les liens

Par ailleurs, notre vision de l'événementiel est un moyen servant à créer, recréer et renforcer nos liens. D'une part, nos liens avec notre base étudiante, mais également avec les différent-es acteur·rices qui font vivre et sourire nos différents campus.

Page | 12

Nous avons déjà des liens avec les collectifs avec qui on a l'habitude de collaborer mais nous avons tout de même l'absolue nécessité de les diversifier afin de faire vivre l'AGL dans le cœur d'un maximum d'espaces d'engagement constituent la base de notre folklore étudiant.

En appliquant cette idéologie dans nos actions de terrain, nous combattons également toute forme de favoritisme envers l'un ou plusieurs types de collectifs que des membres ayant des affinités particulières souhaiteraient arbitrairement prioriser.

Dans cette même logique, et étant donné le contexte de fusion avec Saint Louis, il est évident qu'il sera impératif de renforcer les liens entre les différents sites et campus. A nouveau, nous voyons l'événementiel comme une manière très concrète d'apprendre à travailler ensemble et nous permettre de faire connaissance. C'est pour cela que nous souhaiterions proposer aux conseils des sites d'élaborer ensemble des projets d'événements communs tels que, par exemple, la répétition ou la continuité d'un même événement sur tous les sites intéressés.

En outre, si la création de liens doit prendre une place importante dans le travail de terrain que nous voulons effectuer, les missions de l'AGL concernant l'animation ne se limitent pas à cela.

La place de l'animation sur le campus

Le second point que nous souhaitons développer est celui de la place intrinsèque que l'animation doit conserver sur les différents campus. Par cela, nous sous-entendons que parallèlement à notre volonté de combattre la précarité étudiante par la création de nouveaux logements, nous souhaitons également qu'une part significative de ces logements reste dédiée à la promotion de la culture estudiantine. Et ce, par le biais de la création de nouveaux Kots à projets et d'espaces d'animation en tout genre.

Un soutien adapté

Pour finir, conjointement au travail pour resserrer nos liens avec le monde du folklore, la seconde partie de notre travail sera d'essayer d'apporter notre soutien de la manière la plus adaptée au folklore déjà existant. Il ne s'agira pas de prendre le rôle que d'autres collectifs

jouent déjà très bien, mais plutôt de nous proposer en soutien pour répondre aux attentes dont ces derniers peuvent nous faire part. Nous ne baserons par nos actions dans un cadre uniquement déterminé par l'AGL mais bien en intégrant tout au long du processus lesdits collectifs.

Transition

La transition fait référence à une évolution vers un nouveau modèle économique et social dans le but d'apporter des solutions concrètes aux enjeux environnementaux présents. L'établissement d'un modèle de développement durable implique notamment de repenser nos moyens de production et de consommation pour prendre en compte les limites planétaires. Il semble important de mentionner que la transition s'établit selon plusieurs axes de développement, et nous pouvons citer les aspects écologique, économique, social et énergétique.

Nous souhaitons apporter notre contribution à ce changement afin de participer activement à la réalisation des objectifs du développement durable au sein de la communauté universitaire. La transition, l'innovation ainsi que la diversité sont à la base de nos revendications.

Pour construire une société durable et ouverte sur le monde, il est nécessaire de poursuivre notre engagement dans la représentation étudiante. Dans cette perspective, il nous semble pertinent de mener une réflexion sur les actions concrètes à mener.

Soutien aux initiatives étudiantes

Une attention particulière est portée aux initiatives étudiantes. La conception et la concrétisation de tels projets impliquent souvent des moyens financiers et matériels. Pour cela, nous souhaitons soutenir et réaliser la promotion du Fond de Développement Durable (FDD), du Fond d'Initiative Pédagogique Etudiante (FIPE) et des Subsidés Socio-Culturels (SSC) auprès des étudiant·e·s et des professeur·e·s.

Formations et animations de fresques

Nous souhaitons également pérenniser les projets entamés en 2023 comme les formations et les animations aux fresques. Ces activités permettent de sensibiliser et d'informer la communauté universitaire par rapport aux enjeux et aux défis du développement durable. Elles permettent également de comprendre les bases scientifiques en lien avec une problématique particulière. Une démarche entamée est d'animer des fresques au sein d'unités pédagogiques et d'autres activités pendant l'année académique 2023/2024.

Enseignement

La transition vers un monde durable implique notamment de former les citoyen·ne·s de demain. Pour cela, nous souhaitons travailler dans la construction de programmes pédagogiques transdisciplinaires afin de proposer une vision globale et systémique aux étudiant·e·s à travers leur parcours académique. Pour appuyer la transdisciplinarité, nous souhaitons également relancer les cours méta/métis dans les programmes de formation.

Recherche et Développement

La recherche et le développement de solutions nous semblent importants dans la transition. La transition énergétique est particulièrement pertinente dans le contexte géopolitique actuel. Dans cette perspective, nous souhaitons contribuer à la réalisation de sujets de mémoires en lien avec ces problématiques. Nous soulignons qu'une démarche entamée en janvier 2023 a permis la création d'un sujet de mémoire pour avril 2023 et en lien avec l'initiative Slow Heat. Le travail de recherche transdisciplinaire débute en septembre 2023 et vise à étudier des solutions alternatives pour réchauffer les logements étudiants et l'impact social de celles-ci.

Une attention particulière est également portée sur les projets des étudiant·e·s chercheurs. Nous pouvons citer l'initiative « Ingés en transition » qui développe des projets low-tech, informe et sensibilise les étudiant·e·s aux enjeux du développement durable. Une autre initiative est le développement de capteurs pour la surveillance et l'étude de la consommation

Page | 14

énergétique des bâtiments universitaires, réalisée par un professeur de l'Ecole Polytechnique de Louvain et en collaboration avec deux étudiants AGL.

Plan Horizon 600

Le volet transition du plan stratégique H600 est une base sur laquelle nous souhaitons appuyer nos actions afin de concrétiser nos projets et nos visions. Un travail au sein du Conseil du Développement Durable est nécessaire pour visibiliser, partager et valoriser les visions environnementales et sociales des étudiant·e·s.

Coopération avec d'autres acteurs

Nous souhaitons continuer et renforcer les coopérations avec la plateforme des kots-à-projets en transition, la récupérathèque, la Maison du Développement Durable, Youth for Climate ainsi que d'autres ASBL locales impliquées dans les enjeux de la transition. Notre souhait est aussi d'établir une communication avec la Green Team Alma en vue de réaliser des actions communes sur le plan du développement durable. Nous souhaitons également continuer notre participation à la construction du GT Transition UCLouvain, lancé en mars 2023.

Tous ces projets n'auraient pas été possibles sans l'implication de nombreux·ses étudiant·e·s, donnant ainsi un message fort du souhait de ceux/celles-ci d'être acteur·ice dans la construction du monde demain. En votant pour notre équipe, vous soutenez cette politique et assurez un soutien continu aux initiatives étudiantes pour faire face aux enjeux et aux défis de la transition.

Social

D'abord, il nous semble important de mettre en avant les aides sociales mises à disposition

par l'UCLouvain. En effet, un grand nombre d'étudiant-es ne connaissent pas les différentes aides qui peuvent leur être attribuées dû à un manque d'informations claires ou à une certaine asymétrie des informations au vu du manque de communication visible entre le corps académique et les étudiant-es.

En addition des aides sociales de l'UCLouvain, il existe les aides du CPAS. Cependant ceux-ci refusent très souvent d'apporter des aides aux étudiant-es car les conditions qu'ils doivent remplir sont incompatibles avec leur vie estudiantine. Parallèlement à cela intervient donc la question des étudiant-es jobistes qui nous préoccupera également l'année prochaine.

Un autre objectif concerne le soutien de la campagne c'est la dech de la FEF sur deux aspects en particulier : la gratuité des supports de cours et la réduction à 2€ le repas du jours au resto U.

Ouverture sociétale

L'ouverture sociétale est une notion qui se réfère à la capacité d'une société à évoluer et à s'adapter aux changements culturels, économiques, politiques et sociaux, que ces derniers surviennent localement ou mondialement. Cela implique de faire preuve d'ouverture d'esprit et d'acceptation face à de nouvelles idées, valeurs, croyances, modes de vie, technologies, cultures et autres perspectives.

Dans un monde où les enjeux écologiques et sociétaux sont de plus en plus préoccupants, il est devenu essentiel de questionner la place de l'université dans la société. En tant que lieu de recherche, d'enseignement et de vie pour la communauté, l'université pourrait-elle devenir un lieu d'expérimentation pour relever les défis de notre temps ?

Pour l'année académique 2023-2024, il serait pertinent de soulever des questions sur l'accessibilité des recherches menées, sur les liens entre l'éducation et la société, mais surtout sur notre rôle en tant qu'étudiant dans la société.

En outre, nous organiserons des débats/discussions et des conférences sur un ou plusieurs sujets clés, tels que l'acceptation des différences culturelles, la diversité des genres, les droits de l'homme, l'innovation technologique, la durabilité environnementale, la démocratie participative, la liberté d'expression et d'autres formes de tolérance et d'inclusion.

Ces événements offrent une occasion unique de sensibiliser le public aux enjeux de société, de favoriser une meilleure compréhension des défis actuels et d'encourager des solutions innovantes pour créer une université plus juste et inclusive pour tous.

Inclusivité

Une veille sera mise en place concernant la prise en compte systématique des réalités sociales et académiques des différents sites de l'UCLouvain. L'université, comme toute autre institution, reflète notre société. Le racisme, l'islamophobie, l'antisémitisme, les LGBTQIAP+ phobies, le validisme, la psychophobie, l'élitisme, le sexisme, la xénophobie et

les discriminations de manière générale font malheureusement partie intégrante de la vie étudiante et académique. L'inclusivité, les questions d'un campus safe et des différentes oppressions surgissent dans les campus de l'UCLouvain : la représentation étudiante doit s'intéresser de près à la question de l'inclusivité en ayant une vision intersectionnelle de ces problèmes mais aussi des solutions à y apporter si elle souhaite la défendre au mieux. L'inclusivité intersectionnelle c'est aussi comprendre que les autres luttes défendues au sein même de l'AGL comme l'écologie, l'enseignement, le social, le statut PEPS etc ont toutes un lien avec les systèmes d'oppressions qui agissent au sein de l'UCLouvain et de ses campus. Objectif : campus safe avec 0 discriminations.

Commission inclusivité

Le but de la commission inclusivité sera de faire en sorte que l'université soit un endroit où toute personne se sente à l'aise et respectée dans ses droits. Le but de l'inclusivité étant la promotion, la valorisation et la défense des minorités religieuses, de genre, linguistiques, lgbtqiap+, ethniques, culturelles, ainsi que les minorités croisées subissant plusieurs discriminations à la fois. Tout ceci se faisant afin de veiller à leur pleine intégration dans la société, et donc dans les différents campus de l'UCLouvain. Plus concrètement, cela implique que la commission entreprenne des politiques fournissant des accès équitables aux opportunités, aux ressources, aux moyens de représentation, à des personnes qui, à travers leurs traits et caractéristiques, sont discriminées dans l'environnement étudiantin de manière systémique.

La commission veillera à inviter tous.te.s les acteur.rice.s de terrain des campus UCLouvain concerné.e.s par ces combats afin de participer à cette même commission dans un but de visibilité, d'écoute attentive des problèmes que traversent le milieu étudiantin en temps réel et d'ouverture à la discussion. Amel Kaddar sera chargée de mener à bien les projets proposés en commission et de collaborer main dans la main avec la vice-présidence inclusivité.

Sensibilisation aux questions de discriminations

Le contexte politique et social actuel, apportant une attention particulière à l'islam en Europe, aux questions de droits LGBTQIAP+, aux mouvements migratoires, aux questions féministe, ainsi que d'autres thématiques toutes aussi importantes, influence grandement la manière dont les étudiant-es interagissent mutuellement. Ces interactions peuvent mener à des discussions, positives et/ou négatives, mais également à des confrontations dont sont souvent victimes les personnes en question, minoritaires, et pointées du doigt par ces sujets "délicats". Le but sera donc dans un premier temps d'empêcher toute atteinte aux droits des minorités en commençant par de la sensibilisation.

Concernant les discriminations de manière plus générale, il sera question d'informer, de sensibiliser, de libérer la parole et surtout de laisser les personnes concernées s'exprimer. Cette information se fera, dans la suite de l'année précédente, via la sensibilisation aux privilèges liés au genre, à la couleur de peau, à l'orientation sexuelle, etc. Ces privilèges sont, à notre sens, cruciaux dans la compréhension de la mise en place des différents mécanismes de discriminations : informer et sensibiliser à ces questions de privilèges, considérés comme potentiellement une base nourrissante des discriminations existantes, est synonyme de lutte contre ces discriminations.

Concrètement

Dans les faits, la campagne de sensibilisation contre les agressions sexuelles et le harcèlement sexuel sera bien évidemment maintenue en sensibilisant l'ensemble des étudiant.e.s et corps académique par le biais de la sensibilisation (artistique, militante, visuelle, etc) et en continuant la collaboration avec les acteurs·rices de l'animation. Ces derniers sont notamment important.e.s et cruciaux.ales dans le milieu étudiantin, impactant positivement et négativement les étudiant.e.s : une formation obligatoire et contraignante devrait être imposée aux différents collectifs liés à l'animation, dont les cercles, régionales, KAP's, etc.

Il serait également bénéfique, selon nous, que cette formation soit étendue aux membres du conseil et comité AGL, et, bien évidemment, à l'ensemble des étudiant.e.s de l'UCLouvain, tant à Louvain-la-Neuve que sur les autres campus universitaires.

Ensuite, des espaces d'écoute dédiés aux personnes concernées par toute forme de discrimination devront être montés, formés, institutionnalisés afin que les étudiant.e.s puissent s'exprimer sans crainte et recevoir une écoute adéquate et effective. Une attention sera portée à la cellule Together, devant être améliorée, dans son autonomie et dans son lien direct avec les étudiant.e.s. Subséquemment, en s'attardant sur les questions d'agressions sexuelles, de misogynie, d'homophobie, de racisme, etc, un travail centré sur les personnes responsables d'actions discriminantes et agressives devra être mené, afin de rappeler leur place et responsabilité dans ces différentes affaires. Une commission de suivi des travaux de lutte contre le harcèlement et discriminations pourrait s'inscrire dans ce travail.

Comme depuis deux ans maintenant, nous demandons la création d'un Centre de Prise en Charge des Violences Sexuelles (CPVS) à Louvain-La-Neuve, le Brabant wallon étant la seule province qui n'en possède pas déjà un. Ce CPVS proposant des soins médicaux, une prise en charge psychologique, des examens médico-légaux, ainsi qu'une possibilité de porter plainte auprès d'un·e inspecteur·rice formé·e spécifiquement aux violences sexistes et sexuelles.

Enfin, nous serons attentif·ves à collaborer aux côtés d'autres collectifs et organisations actifs sur le campus afin de garantir une efficacité maximale et d'avoir un regard le plus large sur l'ensemble des sujets qui seront abordés tout au long de l'année. Le but étant également de laisser un maximum la parole aux personnes concernées par les sujets évoqués en commission afin de visibiliser le travail de ces collectifs, associations, organisations, etc et de travailler main dans la main avec elleux.

Intégration des Pep's HTM

Le statut Pep's est important mais malheureusement il n'est pas encore pleinement connu que ce soit par les étudiants ou le personnel enseignant, administratif... Il nous incombe donc de le rendre plus visible.

Rendre plus visible le statut

Cela pourrait se faire en collaboration avec diverses associations pour sensibiliser les

étudiants et étudiantes. Il peut y avoir par exemple le KAP Granzensemble, le CIO ...

On pourrait améliorer cette visibilité avant l'inscription ou pendant celle-ci en employant différentes méthodes comme par exemple en mettant à disposition les informations utiles sur l'intranet et l'externet de toutes les universités. On pourrait aussi rendre accessibles les informations sur le site de l'UCLouvain et sur celui de l'AGL.

Améliorer la tenue des examens

Afin d'aider au mieux ces étudiants à vivre le plus sereinement possible leurs études, il convient aussi d'améliorer l'organisation relative à la tenue des examens.

Il va falloir aussi s'intéresser à l'accessibilité des bâtiments ainsi qu'à celle des activités (sport comme animation) ainsi que la mobilité en rue sur les différents sites de l'UCLouvain.

L'aide aux étudiants Pep's

Afin de pouvoir aider au mieux les étudiants Pep's il s'agirait de renforcer aussi l'information sur les kots services. Il faudrait davantage d'accompagnateurs et d'accompagnatrices ainsi qu'une formation accrue de leur part sur le statut PEPS HTM (notamment sur la sécurité et les situations d'évacuation des bâtiments). Et ce pour que chaque étudiant et étudiante PEPS HTM puisse bénéficier d'un traitement avec l'implication suffisante.

Pour finir nous avons aussi pour volonté de développer des activités sportives et culturelles accessibles aux PEPS afin qu'ils soient encore plus inclus dans les événements estudiantins.

Enseignement

L'enseignement est très certainement l'un des axes de développement les plus importants au sein de l'université. Dans cette optique, il est nécessaire voir essentiel de promouvoir et de défendre le point de vue des étudiant·es devant les instances académiques par rapport à des sujets en lien avec la pédagogie d'enseignement. Un des objectifs principaux est de continuer à renouer les liens entre les étudiant·es et l'AGL, impliquant notamment une meilleure collaboration et communication avec les Bureaux des Étudiant·es (BDE) ainsi qu'avec l'Union des Bureaux Étudiant.e.s (UBE). Il est important de garder à l'esprit que les BDE et ses membres représentent un réel soutien pour l'AGL car ils et elles permettent de mettre en lumière le ressenti d'un grand nombre d'étudiant·es et ainsi de faire remonter des problématiques à AGL. Les BDE et l'UBE sont donc de très bons intermédiaires entre les facultés et l'AGL.

Plusieurs dossiers seront suivis et travaillés par la vice-présidence enseignement cette année. On pense notamment à la réforme des agrégations (RFIE) pour voir comment cette réforme sera instaurée dans notre établissement universitaire. Le dossier de la RFIE sera important à suivre de près parce que nous aimerions que les étudiant.e.s soient le moyen impacté possible par cette réforme et que les choix qui seront pris soient bénéfiques pour eux. Une université ne doit pas, selon nous, servir aucunement à la recherche, il est essentiel que l'université forme également de futur.e.s professeur.e.s, pour avoir un enseignement pédagogique de qualité. Il faudra donc rester vigilant.e pour que

l'agrégation puisse continuer à avoir lieu au sein de notre université et dans les meilleures conditions possibles pour tous et toutes.

Une autre de nos préoccupations sera de suivre de près la fusion avec Saint-Louis. Nous continuerons également à travailler sur le dossier support de cours en lien avec la campagne c'est la dèche, ainsi qu'avec le ou la respo peps qui pourrait être une grande aide pour ce qui est des supports de cours pour les peps. Ce dossier nous tient à cœur parce que la démocratisation de l'enseignement est une valeur cruciale à l'AGL. Nous voulons permettre une meilleure accessibilité de l'enseignement supérieur pour tous et toutes.

En collaboration avec le VP transition écologique nous continuerons à travailler sur l'instauration des projets de cours sur le développement durable et la transition écologique au sein des cours de toutes les facultés de l'université.

Nous continuerons également à suivre le dossier de réforme du calendrier académique qu'il faudra garder à l'œil. Il nous semble important de réfléchir à des modèles d'évaluations plus cohérents et intelligents qui reflètent un réel apprentissage/une réelle acquisition des connaissances de l'étudiant.e. Ainsi que repenser la pédagogie pour aller vers non pas une dégradation de l'enseignement et une accélération de la cadence académique, mais de meilleures conditions pour l'apprentissage des étudiants et étudiantes, améliorer leur bien-être et prendre en compte leur santé mentale. Repenser la pédagogie de l'université pour faire en sorte qu'elle prenne plus en compte les étudiants et étudiantes d'aujourd'hui et les réalités auxquelles ils et elles sont confronté.e.s, dans un monde en perpétuelle évolution et pleins d'incertitudes par rapport à l'avenir. Il faudrait justement prendre ces aspects-là en compte et non pas les laisser à côté de l'enseignement universitaire.

Nous aimerions pour cela garder à l'œil les discussions autour de la pédagogie de l'université que ce soit au niveau des cours ou au niveau des modalités d'exams. Permettre par exemple une meilleure évaluation des cours faites par les étudiant.e.s. Nous aimerions aller vers plus de pédagogie au sein de l'université. En continuant à suivre des dossiers comme celui réalisé par le groupe sur les auditoriums ou sur les modalités pédagogiques qui pense à l'avenir de l'enseignement et de notre université.

Multisite

Dans ce contexte qu'est le nôtre, de fusion avec Saint Louis et d'agrandissement du campus de Charleroi, il convient d'accorder une grande importance à la représentation et la prise en compte des étudiants de ces différents sites.

Favoriser la coopération

Nous voulons favoriser la coopération entre l'AGL centrale et la représentation étudiante des sites afin de pouvoir construire les projets en considérant la réalité de tous les sites.

Trouver des solutions effectives et durables

Il s'agira d'essayer de trouver des solutions effectives et durables par rapport à la décentralisation de la trésorerie, à la structure globale de l'AGL et au rôle des sites.

Car cette situation de centralisation ne permet pas un fonctionnement optimal des sites.

Et pour finir nous aimerions construire une réflexion vis-à-vis de la distribution des mandats centraux qui ont lieu actuellement sur LLN uniquement.